

F. 93 — 1663

10 JUIJ 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale allouant une indemnité forfaitaire au président de la Chambre de conciliation à l'Agence régionale pour la Propreté « Bruxelles-Propreté »

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale exerçant les attributions du Collège de l'Agglomération bruxelloise, en vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, relatives aux institutions bruxelloises,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté;

Vu le statut administratif des agents de l'agglomération bruxelloise, adopté par le Conseil d'agglomération en sa séance du 20 juin 1973;

Vu les arrêtés de l'Exécutif du 29 mars 1990 modifiant le statut administratif des agents de l'Agglomération (art. 24 et 55);

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 mai 1993 portant composition de la Chambre de conciliation à l'Agence régionale pour la Propreté « Bruxelles-Propreté »;

Sur proposition du Ministre-Président, du Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 108ter, § 2, de la Constitution.

Art. 2. Une allocation forfaitaire de 5 000 F par séance est accordée au Président de la Chambre de conciliation à l'Agence régionale pour la Propreté « Bruxelles-Propreté ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mai 1993. Bruxelles, le 10 juin 1993.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Secrétaire d'Etat
adjoint au Ministre-Président,
R. HOTYAT

N. 93 — 1663

[C — 31238]

10 JUNI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de voorzitter van de Verzoeningskamer bij het Gewestelijk Agentschap voor Netheid « Net Brussel »

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, die de bevoegdheden van het College van de Agglomeratie Brussel krachtens artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen uitoefent,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op het administratief statuut van de personeelsleden van de Agglomeratie Brussel dat door de Agglomeratieraad in zijn vergadering van 20 juni 1973 goedgekeurd werd;

Gelet op de besluiten van de Executieve van 29 maart 1990 houdende wijziging van het administratief statuut van de personeelsleden van de Agglomeratie (art. 24 en 55);

Gelet op het besluit van de Executieve van 6 mei 1993 tot vaststelling van de samenstelling van de Verzoeningskamer bij het Gewestelijk Agentschap voor Netheid « Net Brussel »;

Op voorstel van de Minister-Voorzitter, de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Buitenlandse Betrekkingen en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie zoals bedoeld in artikel 108ter, § 2, van de Grondwet

Art. 2. Een forfaitaire vergoeding van 5 000 F per vergadering wordt aan de voorzitter van de verzoeningskamer bij het Gewestelijk Agentschap voor Netheid « Net Brussel », toegekend.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 mei 1993.

Brussel, 10 juni 1993.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Buitenlandse Betrekkingen,
J. CHABERT

De Staatssecretaris
toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,
R. HOTYAT

F. 93 — 1664

24 JUIJ 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, fixant le régime disciplinaire et organisant la suspension, dans l'intérêt du service, du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté « Bruxelles-Propreté »

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes de droit public qui en dépendent, notamment les articles 30 à 40 et 62, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1992 exécutant pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales qui en dépendent.

Vu le protocole n° 92/24 intervenu entre la délégation de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et les délégations des organisations syndicales au comité de secteur XV, le 22 février 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

N. 93 — 1664

[C — 31242]

24 JUNI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling van de tuchtregeling en tot regeling van de schorsing in het belang van de dienst van de personeelsleden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid « Net Brussel »

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op de artikelen 30 tot 40 en 62, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 tot uitvoering, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, van artikel 62, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

Gelet op het protocol nr 92/24 dat op 22 februari 1993 gesloten werd tussen de afvaardiging van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en de afvaardigingen van de vakorganisaties binnen het comité van sector XV;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur proposition du Ministre-Président, du Ministre des Finances, du Budget et de la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Les infractions disciplinaires

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice à l'application des principes généraux de l'arrêté royal du 22 novembre 1991.

CHAPITRE II. — Les sanctions disciplinaires

Art. 2. Les sanctions disciplinaires visées à l'article 3 peuvent être infligées notamment pour les motifs suivants :

1. manquements aux devoirs professionnels;
2. agissements qui compromettent la dignité de la fonction.

Art. 3. Les sanctions disciplinaires suivantes peuvent être infligées :

- 1^o le rappel à l'ordre;
- 2^o le blâme;
- 3^o la retenue de traitement;
- 4^o la suspension disciplinaire;
- 5^o la rétrogradation;
- 6^o la révocation.

Art. 4. La retenue de traitement ne peut excéder trois mois de traitement et ne peut être supérieure à celle visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

En cas de prestations à temps partiel, ce montant est réduit proportionnellement à la durée des prestations.

Art. 5. La suspension disciplinaire ne peut excéder trois mois. Elle entraîne, pendant sa durée, la privation du traitement.

Cette dernière ne peut être supérieure à celle visée à l'article 4.

Elle place le membre du personnel de plein droit dans la position administrative de non-activité. Durant cette période, le membre du personnel ne peut pas faire valoir ses titres au changement de grade, à la promotion et à l'avancement de traitement.

Art. 6. La rétrogradation consiste en l'attribution d'un grade du même rang doté d'une échelle de traitement inférieure ou d'un grade de rang inférieur classé dans le même niveau ou dans un niveau inférieur.

Art. 7. Le membre du personnel suspendu ou rétrogradé ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa peine n'ait été radiée.

CHAPITRE III. — Les autorités compétentes

Section 1^{re}. — L'autorité qui propose la sanction

Art. 8. § 1^{er}. Pour le personnel de maîtrise et ouvrier, la sanction est proposée par l'ingénieur de propreté publique responsable des activités dans le cadre desquelles le fait reproché s'est déroulé.

Toutefois, pour le chef contrôleur et son équipe, la sanction est proposée par le fonctionnaire dirigeant adjoint.

Pour les membres du personnel d'encadrement d'un rang inférieur au rang 15, la sanction est proposée par le fonctionnaire dirigeant adjoint ou le fonctionnaire auquel il délègue ce pouvoir.

Lorsque les faits reprochés à un membre du personnel d'un rang inférieur au rang 15 sont constitutifs d'une infraction aux règles applicables en matière de congés ou d'un comportement portant atteinte à la dignité de la fonction, la sanction est proposée par le fonctionnaire désigné par le fonctionnaire dirigeant.

Pour les membres du personnel d'encadrement d'un rang égal ou supérieur au rang 15, la sanction est proposée par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a la propreté publique dans ses attributions.

§ 2. Lorsque les faits commis par un membre du personnel d'un rang inférieur au rang 15, qui peuvent donner lieu à l'ouverture d'une enquête disciplinaire ont fait l'objet d'un rapport du chef contrôleur, l'enquête est menée et la sanction est proposée par l'autorité compétente visée au § 1^{er}, et à défaut par le fonctionnaire dirigeant adjoint ou le fonctionnaire auquel il délègue ce pouvoir.

Section 2. — L'autorité qui prononce la sanction

Art. 9. Pour les membres du personnel de niveaux 2, 3 et 4 y compris le chef contrôleur et son équipe, la sanction est prononcée par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire auquel il délègue ce pouvoir.

Op voordracht van de Minister-Voorzitter, van de Minister van Financiën, Begroting en Openbaar Ambt en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — De tucht misdrijven

Artikel 1. De bepalingen van huidig besluit doen geen afbreuk aan de toepassing van de algemene beginselen van het koninklijk besluit van 22 november 1991.

HOOFDSTUK II — De tuchtstraffen

Art. 2. De in artikel 3 vermelde tuchtstraffen kunnen opgelegd worden onder meer wegens :

1. tekortkomingen aan de beroepspllichten;
2. handelingen die de waardigheid van het ambt in het gedrang brengen.

Art. 3. De volgende tuchtstraffen kunnen worden opgelegd :

- 1^o de terechtwijzing;
- 2^o de blaam;
- 3^o de inhouding van wedde;
- 4^o de schorsing bij wijze van tuchtmaatregel;
- 5^o de terugzetting in graad;
- 6^o de afzetting.

Art. 4. De inhouding van wedde mag drie maanden wedde niet overschrijden en mag de in artikel 23, tweede lid van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, bedoelde inhouding niet overschrijden.

In geval van deeltijdse prestaties wordt dit bedrag proportioneel tot de duurtijd van de prestaties beperkt.

Art. 5. De schorsing bij wijze van straf wordt uitgesproken voor ten hoogste drie maanden. De schorsing heeft zolang zij duurt verlies van de wedde tot gevolg.

Het verlies van wedde kan het in artikel 4 bedoelde verlies niet overschrijden.

Hierdoor wordt het personeelslid van ambtswege in de administratieve stand van niet-activiteit geplaatst. Gedurende deze periode mag het zijn aanspraken op verandering van graad, bevordering en verhoging van wedde niet doen gelden.

Art. 6. De terugzetting in graad bestaat in de toewijzing van een graad in dezelfde rang met een lagere weddeschaal of van een graad in een lagere rang van hetzelfde niveau of van een lager niveau.

Art. 7. Het geschorste of in graad teruggezette personeelslid mag niet aangewezen worden voor de uitoefening van een hogere functie vooraleer zijn straf doorgehaald is.

HOOFDSTUK III. — De bevoegde overheden

Afdeling 1. — De overheid die de straf voorstelt

Art. 8. § 1. Voor het meester- en werkliedenpersoneel wordt de straf voorgesteld door de ingenieur van openbare reiniging die verantwoordelijk is voor de activiteiten waarin het ten laste gelegde feit is gebeurd.

Voor de hoofdcontroleur en zijn ploeg wordt de straf nochtans door de adjunct-leidend ambtenaar voorgesteld.

Voor het begeleidingspersoneel van wie de rang lager is dan rang 15, wordt de straf voorgesteld door de adjunct-leidend ambtenaar of door de ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid delegeert.

Vormen de feiten, die een personeelslid met een rang lager dan rang 15 ten laste gelegd worden, een overtreding van de regelen inzake verlof of zijn ze het gevolg van een gedrag dat aan de waardigheid van het ambt afbreuk kan doen, dan wordt de straf voorgesteld door de ambtenaar aangewezen door de leidend ambtenaar.

Voor het begeleidingspersoneel met een rang gelijk aan of hoger dan rang 15 wordt de straf door de Minister of de Staatssecretaris bevoegd voor openbare reiniging voorgesteld.

§ 2. Wanneer de feiten, die door een personeelslid met een rang lager dan rang 15 gepleegd werden, tot het instellen van een tucht-onderzoek aanleiding kunnen geven, het voorwerp zijn geweest van een verslag door de hoofdcontroleur, wordt het onderzoek verricht en de straf voorgesteld door de in § 1 bedoelde bevoegde overheid en bij gebrek hieraan door de adjunct-leidend ambtenaar of de ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid delegeert.

Afdeling 2. — De overheid die de straf uitspreekt

Art. 9. Voor het personeel van de niveaus 2, 3 en 4, de hoofdcontroleur en zijn ploeg inbegrepen, wordt de straf uitgesproken door de leidend ambtenaar of door de ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid delegeert.

Pour les membres du personnel de niveau 1 d'un rang inférieur au rang 15, la sanction est prononcée par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire auquel il délègue ce pouvoir, à l'exception de la révocation qui est prononcée par l'Exécutif.

Lorsque le pouvoir de prononcer une sanction est délégué, le délégué doit être d'un grade supérieur ou égal à celui de l'autorité qui a proposé la sanction et à celui des membres de la chambre de recours qui ont rendu un avis en l'espèce.

Le pouvoir de prononcer la sanction ne peut pas être délégué lorsqu'il s'agit d'une proposition de rétrogradation ou de révocation.

Pour les membres du personnel d'un rang égal ou supérieur au rang 15, la sanction est prononcée par l'Exécutif.

CHAPITRE IV. — La procédure disciplinaire

Art. 10. Les délais prévus par le présent arrêté se comptent de minuit à minuit. Ils sont calculés depuis le lendemain du jour de l'acte ou de l'événement qui y donnent cours et comprennent tous les jours, même le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Le jour de l'échéance du délai est compris dans les délais. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Par jour ouvrable, il faut entendre chaque jour de la semaine, sauf le dimanche et les jours fériés légaux.

Les délais établis en mois ou en années se comptent de quantième à veille de quantième.

Art. 11. § 1er. Le dossier disciplinaire constitué durant l'enquête, contient toutes les pièces et les déclarations du membre du personnel relatives aux faits mis à sa charge.

L'enquête est réputée entamée dès que l'autorité qui propose la sanction a pris connaissance des faits reprochés au membre du personnel.

Lorsque plusieurs faits sont reprochés au membre du personnel, il n'est toutefois entamé qu'une seule procédure qui peut donner lieu au prononcé d'une seule peine disciplinaire.

Si un nouveau fait est reproché au membre du personnel pendant le déroulement d'une procédure disciplinaire, une nouvelle procédure peut être entamée, sans que la procédure en cours soit interrompue pour autant.

Sauf éléments nouveaux justifiant la réouverture du dossier, nul ne peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour des faits déjà sanctionnés.

En cas d'action pénale et si le ministère public a communiqué la décision judiciaire définitive au fonctionnaire dirigeant, la procédure disciplinaire doit être entamée dans les soixante jours qui suivent la date de la communication.

§ 2. Avant de proposer une sanction, l'autorité entend le membre du personnel. Ce dernier peut consulter les pièces de son dossier disciplinaire.

§ 3. L'enquête se termine par la notification de la proposition de sanction au membre du personnel sous pli recommandé à la poste ou remise à l'agent contre accusé de réception.

Si cette notification n'a pas lieu dans les soixante jours qui suivent le début de l'enquête, l'autorité est censée avoir renoncé aux poursuites.

Art. 12. La procédure disciplinaire débute le jour qui suit la date de la notification de la proposition de sanction au membre du personnel sous pli recommandé à la poste ou remise à l'agent contre accusé de réception.

A compter de cette date, le membre du personnel dispose d'un délai de quinze jours pour saisir la chambre de recours visée aux articles 13 et suivants.

Lorsque l'agent n'a pas saisi la chambre de recours, la décision est notifiée dans les quarante-cinq jours qui suivent la notification de la proposition de sanction.

Lorsque le membre du personnel a saisi la chambre de recours, la décision est notifiée dans les septante-cinq jours qui suivent la notification de la proposition.

Art. 13. La chambre de recours comprend deux sections : une section francophone et une section néerlandophone.

Le régime linguistique du requérant détermine la section devant laquelle il comparait.

Art. 14. Le chambre de recours établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions.

Voor het personeel van niveau 1 met een rang lager dan rang 15 wordt de straf uitgesproken door de leidend ambtenaar of de ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid delegeert, met uitzondering van de afzetting die door de Executieve wordt uitgesproken.

Wanneer de bevoegdheid om een straf uit te spreken wordt gedelegeerd, moet de gevolmachtigde een graad hebben die gelijk aan of hoger is dan de graad van de overheid die de straf heeft voorgesteld en de graad van de leden van de raad van beroep die een advies ter zake hebben uitgebracht.

De bevoegdheid om de straf uit te spreken, mag niet worden gedelegeerd wanneer het om een voorstel van terugzetting in graad of van afzetting gaat.

Voor het personeel met een rang gelijk aan of hoger dan 15 wordt de straf door de Executieve uitgesproken.

HOOFDSTUK IV. — De tuchtprocedure

Art. 10. De in dit besluit vastgelegde termijnen worden gerekend van middernacht tot middernacht. Zij worden gerekend vanaf de dag volgend op die van de handeling of de gebeurtenis die deze doet ingaan en omvatten alle dagen, zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen inbegrepen.

De vervaldag is in de termijnen begrepen. Is die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan is de eerstvolgende werkdag de vervaldag.

Onder werkdag wordt iedere dag van de week verstaan, behalve de zondag en de wettelijke feestdagen.

De in maanden of in jaren bepaalde termijnen worden van de zoveelste tot de dag vóór de zoveelste gerekend.

Art. 11. § 1. Het tijdens het onderzoek samengestelde dossier bevat alle stukken en verklaringen van het personeelslid betreffende de hem ten laste gelegde feiten.

Het onderzoek wordt geacht te zijn aangevat zodra de overheid, die de straf voorstelt van de feiten die het personeelslid ten laste worden gelegd kennis neemt.

Worden meerdere feiten het personeelslid ten laste gelegd, dan wordt er immers een enkele procedure aangevat die tot de uitspraak van een enige tuchtstraf aanleiding kan geven.

Indien een nieuw feit het personeelslid gedurende een tuchtprocedure ten laste wordt gelegd kan een nieuwe procedure worden aangevat zonder dat de aan de gang zijnde procedure onderbroken wordt.

Behoudens nieuwe elementen die de heropening van het dossier rechtvaardigen, kan niemand het voorwerp zijn van een tuchtprocedure voor reeds bestrafte feiten.

In geval van strafvordering en indien het openbaar ministerie de definitieve gerechtelijke beslissing aan de leidend ambtenaar medegedeeld heeft, dient de tuchtprocedure een aanvang te nemen binnen twee maanden na de datum van de kennisgeving.

§ 2. Voordat de overheid een straf voorstelt, hoort ze het personeelslid. Het personeelslid mag de stukken uit zijn tuchtdossier inzien.

§ 3. Het onderzoek eindigt met de kennisgeving van het voorstel aan het personeelslid per aangetekende brief of door afgifte tegen ontvangstbewijs.

Indien deze kennisgeving binnen zestig dagen na het begin van het onderzoek niet gebeurt, wordt de overheid geacht van verder gevolg te willen afzien.

Art. 12. De tuchtprocedure gaat in op de dag die volgt op de kennisgeving van de voorgestelde straf aan het personeelslid per aangetekende brief of via afgifte van de oproepingsbrief tegen ontvangstbewijs.

Vanaf deze datum beschikt het personeelslid over 15 dagen om zijn zaak aanhangig te maken bij de in artikelen 13 en volgende bedoelde raad van beroep.

Wanneer het personeelslid zijn zaak bij de raad van beroep niet heeft aanhangig gemaakt, wordt de beslissing betekend binnen vijfenveertig dagen na de kennisgeving van de voorgestelde beslissing.

Heeft het personeelslid zijn zaak aanhangig gemaakt bij de raad van beroep, dan wordt de beslissing binnen vijfenzeventig dagen na de kennisgeving van de voorgestelde straf betekend.

Art. 13. De raad van beroep bevat twee afdelingen : een nederlandsstalige en een franstalige afdeling.

De taalrol van de verzoeker bepaalt de afdeling waarvoor hij verschijnt.

Art. 14. De raad van beroep stelt een reglement van orde op en legt het ter goedkeuring aan de Minister van Openbaar Ambt voor.

Art. 15. La chambre de recours se compose :

- 1° d'un magistrat du rôle linguistique du requérant, qui est nommé par le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions, qui préside la chambre;
- 2° d'un greffier qui n'a pas voix délibérative;
- 3° d'un assesseur par organisation syndicale représentative du personnel;
- 4° d'un nombre égal d'assesseurs désignés par l'autorité;
- 5° de suppléants du président, des assesseurs et du greffier, qui ne siègent pas en présence des membres effectifs.

Le requérant a la faculté de récuser les assesseurs.

Le président peut récuser les assesseurs qui, de son avis, pourraient être considérés comme juge et partie.

Les assesseurs recusés sont remplacés par leur suppléant.

Art. 16. L'autorité qui a proposé la sanction transmet à la chambre le dossier complet de l'affaire ainsi que toutes les pièces relatives au signalement du requérant.

Art. 17. Dans chaque affaire, l'autorité qui a proposé la sanction ou le membre du personnel qu'elle a délégué à cette fin, défend la proposition contestée. Ils ne peuvent assister à la délibération.

Art. 18. A moins d'un empêchement légitime, le requérant comparet en personne. Son défenseur ne peut faire partie de la chambre de recours.

Art. 19. L'avis est émis à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin secret.

Art. 20. La chambre peut effectuer elle-même ou recommander des enquêtes complémentaires et notamment l'audition de nouveaux témoins.

Art. 21. Après examen, dans les trente jours suivant la date à laquelle elle a été saisie, la chambre envoie le dossier complet à l'autorité qui prononce la sanction et lui fait connaître ainsi qu'au requérant son avis.

Art. 22. L'autorité qui prononce la sanction, la communique à la chambre lorsqu'elle n'est pas conforme à son avis.

Art. 23. Sans préjudice de leur exécution, les sanctions, à l'exception de la révocation, sont radiées d'office du dossier individuel des membres du personnel, deux ans après leur prononcé sauf si une nouvelle sanction est prononcée dans ce délai.

La radiation a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la sanction radiée, notamment dans le cadre de l'attribution de titres à la promotion ou du signalement.

En cas de suspension disciplinaire et de rétrogradation, la radiation ne peut rétablir le membre du personnel dans la situation administrative et pécuniaire dont il aurait bénéficié en l'absence de ces sanctions.

Il est fait mention de la radiation en marge de la sanction qui en fait l'objet.

La radiation fait également l'objet d'une inscription au dossier individuel du membre du personnel, lequel recouvre ses droits antérieurs à la peine mais sans effet rétroactif.

CHAPITRE V. — La suspension préventive dans l'intérêt du service

Art. 24. Le membre du personnel suspendu peut être privé de la faculté de faire valoir ses titres à la promotion et son droit à l'avancement de traitement et peut faire l'objet d'une retenue de traitement dans les cas suivants :

- 1° lorsqu'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° lorsqu'il fait l'objet de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices probants.

Sont notamment des fautes graves, l'atteinte volontaire aux biens et aux personnes, le vol et le détournement de fonds, l'état d'ébriété, le refus d'ordre, l'injure grave.

La retenue de traitement ne peut être supérieure à celle fixée à l'article 4.

Art. 25. La suspension préventive est prononcée par l'autorité compétente pour proposer la sanction disciplinaire.

Art. 26. Dès que cette autorité a pris connaissance des faits reprochés au membre du personnel, elle le convoque sans retard afin de l'entendre.

Art. 15. De raad van beroep is samengesteld uit :

1° een magistraat van de taalrol van de verzoeker, benoemd door de Minister van Openbaar Ambt, die de kamer voorziet;

2° een griffier die niet stemgerechtigd is;

3° een assessor per representatieve vakorganisatie;

4° een gelijk aantal assessoren aangewezen door de overheid;

5° plaatsvervangers van de voorzitter, van de assessoren en van de griffier die in aanwezigheid van de vaste leden geen zitting hebben.

De verzoeker heeft het recht om de assessors te wraken.

De voorzitter kan de assessoren wraken indien hij acht dat ze als rechter in eigen zaak beschouwd kunnen worden.

De gewraakte assessoren worden door hun plaatsvervanger vervangen.

Art. 16. De overheid die de straf heeft voorgesteld, overhandigt het volledige dossier van de zaak met alle stukken betreffende de beoordeling van de verzoeker aan de raad.

Art. 17. De overheid die de straf heeft voorgesteld of het personeelslid dat ze te dien einde heeft gedelegeerd, verdedigt in elke zaak het betwiste voorstel. Ze mogen niet aan de beraadslaging deelnemen.

Art. 18. Behalve bij wettige verhindering verschijnt de verzoeker persoonlijk. Zijn verdediger mag geen lid zijn van de raad van beroep.

Art. 19. Het advies wordt met meerderheid van stemmen uitgebracht. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend. De stemming is geheim.

Art. 20. De raad van beroep kan zelf aanvullende onderzoeken instellen of aanbevelen en onder meer het verhoor van nieuwe getuigen.

Art. 21. Na onderzoek en binnen dertig dagen na de datum waarop de aanhangigmaking heeft plaatsgevonden, stuurt de raad van beroep het volledig dossier aan de overheid die de straf uitspreekt en deelt deze laatste en de verzoeker zijn advies mede.

Art. 22. De overheid informeert de raad van beroep over de sanctie die zij uitspreekt wanneer deze uitspraak afwijkt van het advies van de raad.

Art. 23. Onverminderd de uitvoering ervan worden de straffen, met uitzondering van de afzetting, in het persoonlijk dossier van het personeelslid twee jaar na de uitspraak ambtshalve doorgehaald, behalve indien een nieuwe straf binnen deze termijn wordt uitgesproken.

De doorhaling heeft als gevolg dat er met de doorgehaalde straf geen rekening meer mag worden gehouden, inzonderheid bij de appreciatie van de aanspraken op bevordering of bij de toekenning van de beoordeling.

In geval van tuchtchorsing en terugzetting in graad mag de doorhaling het personeelslid niet herstellen in de administratieve en geldelijke toestand die het genoten zou hebben zonder straffen.

Van de doorhaling wordt melding gemaakt in de kantlijn van de sanctie die ermee wordt geviséerd.

De doorhaling wordt eveneens ingeschreven in het individueel dossier van het personeelslid, dat zijn rechten van vóór de straf terugkrijgt, maar zonder terugwerkende kracht.

HOOFDSTUK V. — De voorlopige schorsing in het belang van de dienst

Art. 24. Het geschorste personeelslid kan het recht worden ontzegd om zijn aanspraken op bevordering en op verhoging van wedde te doen gelden en zijn wedde kan worden verminderd in de volgende gevallen :

- 1° wanneer het strafrechtelijk vervolgd wordt;
- 2° wanneer het tuchtrechterlijk vervolgd wordt wegens een ernstig vergrijp waarbij het op heterdaad werd betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn.

Men bedoelt namelijk met ernstig vergrijp : de vrijwillige aantasting van de goederen en de personen, de diefstal en de geldverduistering, de dronkenschap, de bevelweigering, de ernstige belediging.

De weddevermindering mag niet hoger zijn dan deze die werd bepaald in artikel 4.

Art. 25. De voorlopige schorsing wordt uitgesproken door de overheid die de tuchtstraf voorstelt.

Art. 26. Zodra deze overheid kennis genomen heeft van de feiten die aan het personeelslid ten laste worden gelegd, roept ze het personeelslid op om het te horen.

Durant l'audition, le membre du personnel peut se faire assister par un défenseur de son choix.

La suspension est prononcée dans les deux jours ouvrables qui suivent le moment auquel l'autorité a pris connaissance des faits. Elle est exécutoire nonobstant tout recours devant la chambre de recours. Elle est confirmée par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint dans les deux jours ouvrables qui suivent son prononcé.

Le membre du personnel dispose d'un délai de dix jours à partir du prononcé pour saisir la chambre de recours.

La chambre se prononce et communique son avis au fonctionnaire dirigeant et au membre du personnel dans les sept jours ouvrables qui suivent sa saisine.

En cas d'avis favorable au membre du personnel, le fonctionnaire dirigeant ou le membre du personnel auquel il délègue ce pouvoir, se prononce en dernier recours. La mesure est communiquée à la chambre lorsqu'elle n'est pas conforme à son avis.

Si, une fois terminé l'examen de son cas, le membre du personnel fait l'objet d'une suspension disciplinaire, celle-ci rétroagit à la date du prononcé de la suspension préventive. Dans ce cas, la durée de la suspension préventive est imputée sur la durée de la suspension disciplinaire. De même, le montant du traitement retenu pendant la suspension préventive est déduit du montant de la perte de traitement liée à la sanction disciplinaire.

Art. 27. L'article 2, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 1992 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté est abrogé.

Toutefois, il reste applicable lorsque la procédure disciplinaire a été entamée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 29. Le Ministre de la Fonction publique et le Secrétaire d'Etat ayant l'enlèvement et le traitement des immondices dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 1993,

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances,
du Budget et de la Fonction publique,
J. CHABERT

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,
R. HOTYAT

Tijdens het verhoor mag het personeelslid zich laten bijstaan door een verdediger naar keuze.

De schorsing wordt uitgesproken binnen twee werkdagen na het ogenblik waarop de overheid van de feiten kennis heeft genomen. Ze is uitvoerbaar niettegenstaande ieder beroep bij de raad van beroep. Ze wordt door de leidend ambtenaar of de adjunct-leidend ambtenaar binnen twee werkdagen na de uitspraak bevestigd.

Het personeelslid heeft tien dagen vanaf de dag waarop de straf is uitgesproken om zijn zaak aanhangig te maken bij de raad van beroep.

De kamer spreekt zich uit en deelt haar advies mede aan de leidend ambtenaar en aan het personeelslid binnen zeven dagen na de aanhangigmaking.

In geval van gunstig advies voor het personeelslid spreekt zich de leidend ambtenaar of het personeelslid aan wie hij deze bevoegdheid delegeert, in laatste instantie uit. De straf wordt aan de raad medegedeeld wanneer ze met zijn advies niet overeenstemt.

Indien het personeelslid, na afloop van het onderzoek van zijn zaak, een schorsing als tuchtstraf wordt opgelegd, werkt die schorsing terug tot de datum waarop de voorlopige schorsing werd uitgesproken. In dit geval wordt de duur van de preventieve schorsing op de duur van de tuchtschorsing aangerekend. Het bedrag van de gedurende de preventieve schorsing ingehouden wedde wordt eveneens afgetrokken van het bedrag van de verloren wedde die aan de tuchtstraf is verbonden.

Art. 27. Artikel 2, § 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 februari 1992 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, wordt opgeheven.

Het blijft echter van toepassing wanneer de tuchtprocedure vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingesteld werd.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 29. De Minister van Openbaar Ambt en de Staatssecretaris bevoegd voor ophaling en verwerking van afval zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 juni 1993,

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën,
Begroting en Openbaar Ambt,
J. CHABERT

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,
R. HOTYAT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 29 juin 1993, produisant ses effets le 29 juin 1992, M. Jamart, Ph., avocat, juge suppléant à la justice de paix du premier canton de Namur, est nommé juge de paix de ce canton.

L'arrêté royal du 26 mai 1992 portant nomination de M. Jamart, Ph., comme juge de paix du premier canton de Namur, est rapporté.

Par arrêté royal du 16 mars 1993 la désignation de M. Staes-Polet (écuyer P.), juge au tribunal de première instance de Bruxelles, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 17 juillet 1993.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 29 juni 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 29 juni 1992, is de heer Jamart, Ph., advocaat, plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het eerste kanton Namen, benoemd tot vrederechter van dit kanton.

Het koninklijk besluit van 26 mei 1992 houdende de benoeming van de heer Jamart, Ph., tot vrederechter van het eerste kanton Namen, is ingetrokken.

Bij koninklijk besluit van 16 maart 1993 is de aanwijzing van de heer Staes-Polet (jonkheer P.), rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 17 juli 1993.